

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 Bobigny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCI SEGRO Logisitcs Park Aulnay**

20 rue Brunel  
75017 Paris

Code AIOT : 0006516989

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2024 dans l'établissement SCI SEGRO Logisitcs Park Aulnay implanté Boulevard André Citroën 93600 Aulnay-sous-Bois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite à l'inspection précédente du 20 décembre 2023, laquelle avait donné lieu à de nombreuses actions correctives à mettre en place.

Cette dernière visite a donc porté, comme la précédente, sur le contrôle de la conformité des exigences de sécurité relatives au risque incendie.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCI SEGRO Logisitcs Park Aulnay
- Boulevard André Citroën 93600 Aulnay-sous-Bois
- Code AIOT : 0006516989
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est un entrepôt divisé en 4 cellules de stockage de matières combustibles. Elle est située sur la parcelle Nord-Est de l'ancien site Peugeot-Citroën à Aulnay. L'exploitant ICPE est la SCI SEGRO Logistics Park Aulnay qui loue à un unique locataire (Carrefour) l'ensemble des cellules. La société STEF est un prestataire de services de Carrefour, constitué d'une équipe d'environ 20 personnes, responsable de la maintenance et de la gestion des moyens de lutte et d'organisation contre l'incendie sur le site.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe I	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'annexe I	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'annexe I	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
4	Dispositions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 20/10/2014, article 7.6.8	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 de l'annexe I	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a pu être constaté que l'exploitant n'avait pas pris en compte la lettre préfectorale du 22 février 2024, issue de l'inspection précédente du 20 décembre 2023.

Le rapport de l'inspection précédente n'avait pas été transmis à la société STEF a priori.

Il semble que les informations aient du mal à circuler entre les différentes entités.

En outre, le responsable technique de la société STEF a précisé que l'équipe de maintenance comprenait désormais beaucoup de nouveaux arrivants.

Plus de la moitié de l'effectif aurait été renouvelé récemment.

Les personnes présentes à l'inspection avaient des difficultés à retrouver la documentation relative aux tests réalisés sur le dispositif d'extinction automatique. Ils n'ont d'ailleurs pas été en mesure, même à l'issue de la visite, de transmettre à l'inspection tous les justificatifs requis.

A l'issue de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées a donc informé l'exploitant et le représentant de la société STEF qu'une mise en demeure serait proposée afin d'encadrer le retour à la conformité de certains éléments importants pour la sécurité sur le site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : État des matières stockées, périodicité et disponibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/12/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/05/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>[...]</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par</p>

rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

#### **Constats :**

Lors de l'inspection du 13 décembre 2024, il a été constaté que la non-conformité était récurrente. L'état des matières stockées n'est toujours pas accompagné d'un plan général des zones d'activité ou de stockage.

D'autre part, l'état des stocks n'a pas évolué. Le lieu des stockages est identifié par un code d'emplacement et le type de produit par un nom générique correspondant à une famille commerciale.

Seul un personnel aguerri est capable de déchiffrer l'état des stocks. Ce dernier n'est exploitable ni par les services de secours, ni par l'inspection des installations classées.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis de mettre en demeure l'exploitant de réaliser un état des stocks, disponible également sous forme de schéma, en vue de :

- servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage ;
- répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre un incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/12/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/05/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li><li>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;</li></ul> <p>[...]</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des documents de maintenance et de contrôle liés au système ESFR :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Le rapport d'entretien du groupe motopompe diesel ;</li><li>• Un rapport de visite triennale ;</li><li>• Un document d'intervention datant du mois de mai 2024 précisant que le système n'a pas fonctionné durant une certaine période (problème d'une pompe jockey) ;</li><li>• Un document d'intervention sur une tête à remplacer.</li></ul> <p>Ces documents ont été transmis à la suite de l'inspection. Néanmoins, ces documents de contrôle et de maintenance ne sont pas exhaustifs.</p> <p>Pour rappel, selon le référentiel APSAD R1, le système sprinkler doit faire l'objet de maintenances/vérifications journalières, hebdomadaires, semestrielles, annuelles, triennales et décennales notamment.</p> <p>D'autre part, les documents relatifs à la qualification initiale du système ESFR n'ont pas été retrouvés.</p>

<p>Or, il est rappelé à l'exploitant que :</p> <p>" Tout nouveau système ou installation doit être vérifié par le CNPP en présence d'un délégué de la société apéritrice et d'un représentant de l'installateur. Cette vérification a pour but d'en contrôler la conformité à la règle APSAD R1. L'installateur établit ensuite un certificat de conformité sur l'imprimé adapté (modèle N1) accompagné du plan de masse 1 du risque sur lequel figure la totalité des bâtiments du risque, y compris les voisins n'appartenant pas au risque. Les bâtiments protégés doivent être mis en évidence ainsi que les séparations entre zones protégées et les emplacements des portes coupe-feu."</p> <p>Le jour de l'inspection, les participants ne semblaient connaître ni les différents types de contrôle à effectuer sur l'installation, ni les périodicités, ni le lieu d'archivage des documents justificatifs.</p> <p>Ces non-conformités sont récurrentes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis de mettre en demeure l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de réaliser régulièrement des vérifications et des entretiens du système d'extinction automatique, conformément aux référentiels reconnus, en mettant en place un plan de maintenance adapté ;</li> <li>- de transmettre à l'inspection des installations classées le certificat de conformité N1.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'annexe I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Lutte contre un incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/12/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/05/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>[...]</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice de défense contre l'incendie ces trois dernières années.</p> <p>Cette non-conformité est récurrente.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Cette non-conformité étant récurrente (observée lors de l'inspection réalisée le 20/12/23), l'inspection propose à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis de mettre en demeure l'exploitant d'effectuer un exercice de défense contre l'incendie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

#### N° 4 : Dispositions d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/2014, article 7.6.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan d'opération interne d'intervention contre l'incendie est établi conformément aux dispositions de l'article R. 512-29 du Code de l'environnement et mis à jour en tant que de besoin sous la responsabilité du chef d'établissement et en liaison avec les services publics de secours. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie, par mise en œuvre du POI. Cet exercice est renouvelé au moins une fois tous les deux ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sans pour autant citer la prescription ci-dessus, l'inspection précédente du 20/12/23 donne lieu aux commentaires suivants :</p> <p>« L'exploitant indique que la mise à jour de son plan d'opération interne (POI) est en cours de finalisation et intégrera le plan de défense incendie prévue au point 23 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié.</p> <p>L'inspection rappelle que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) cette prescription lui est applicable à compter du 31 décembre 2023,</li> <li>(ii) le POI doit refléter les risques propres à l'installation et non intégrer des considérations génériques aux installations du groupe Segro qui ne concernent pas l'installation,</li> </ul> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées la mise à jour du POI intégrant le plan de défense incendie. Le POI devra être facilement lisible et exploitable, sans parties barrées et visant les risques propres à l'installation. »</p> <p>Ces observations issues de l'inspection précédente n'ont pas été prises en compte.</p>



Le site dispose effectivement d'un POI du 16/05/23. Cependant, ce document se présente sous une trame générale rédigée par la société STEF. Beaucoup d'éléments restent généraux et certains chapitres ne sont pas adaptés à la situation sur le site.

Certains éléments sont attendus pour compléter ce document, notamment (liste non exhaustive) :

- La description des flux thermiques et les modélisations associées ;
- Une grille d'analyse des risques ;
- Les conclusions de l'étude de danger ainsi que la synthèse des mesures compensatoires mises en œuvre ;
- Les noms par zone des équipiers de première intervention (pour la levée de doute et l'intervention s'il y a lieu) et les numéros à composer ;
- Les noms des nouveaux arrivants.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Ce POI nécessite d'être adapté. L'exploitant a sollicité un délai de plusieurs mois pour sa mise à jour, compte-tenu du fait que la société STEF a subi un grand turn over ces derniers temps. Toutefois, cette non-conformité est récurrente. Conformément à ce qui est notifié dans la case précédente, la même remarque avait été faite à l'exploitant lors de l'inspection du 20 décembre 2023. Un exercice POI devra également être réalisé à la suite.

Un seul et même exercice pour tester les PDI et POI pourra être réalisé. Sa périodicité est de 2 ans. La mise à jour du POI intégrera le PDI.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 5 : Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Lutte contre un incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 22/05/2024

**Prescription contrôlée :**

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette

obligation par ailleurs.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

#### **Constats :**

L'exploitant dispose d'un plan de défense contre l'incendie du 6 avril 2023.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Observation : La liste des noms des intervenants de la société STEF est à remettre à jour, en raison d'un renouvellement important de l'équipe depuis (plus de la moitié de l'effectif).

Par ailleurs, le PDI doit être intégré au POI.

**Type de suites proposées :** Sans suite